



2019 ANNÉE DE TOUS LES COMBATS...

Nous avons connu une année 2018 émaillée d'attaques contre nos droits sociaux et notre niveau de vie. Malgré les réponses massives de la société civile lors des manifestations contre les ordonnances Macron, ou plus récemment des gilets jaunes, le gouvernement maintient ses projets destructeurs de notre modèle social. Emmanuel Macron a en effet annoncé sa volonté de mener à bien son projet de réforme des allocations chômage qui vise à réduire les droits et les allocations des chômeurs et qui remettra inévitablement en cause le régime des intermittents du spectacle. Il a également annoncé le maintien de son projet de destruction de notre système de retraite par répartition sous prétexte d'un régime égalitaire...moins favorable pour l'ensemble des salarié-es et plus favorable pour les entreprises.

Demain, les plus aisés pourront recourir à des assurances privées pour avoir un revenu suffisant leur permettant de partir en retraite quand les moins favorisés devront continuer à travailler bien au-delà de 62 ans pour espérer survivre avec leur pension. C'est ce qu'on appelle l'égalité macronienne !

Le pouvoir Macron/Philippe pense également avoir trouvé la parade aux manifestations des gilets jaunes en proposant le « grand débat national », outil d'enfumage pseudo démocratique, duquel sont d'ores et déjà exclus les sujets de l'ISF et de la hausse du SMIC. En revanche, ont déjà été annoncées les recherches d'économie dans les services publics pour compenser la baisse des impôts (en l'occurrence l'ISF) et des aides aux entreprises (le CICE). Le débat, nous assure-t-on, permettra de déterminer quels sont les services publics essentiels et ceux qui le sont moins !!!

Le service public de l'audiovisuel est directement menacé par ces déclarations car le gouvernement pourra prétexter les conclusions de ce débat national (conclusions qu'il sera le seul à tirer) pour réduire encore le financement de l'audiovisuel public. Il ne manquera pas de dire qu'il s'agit là de la décision des français !

En bon petit soldat, la direction de Radio France n'hésitera pas à appliquer les souhaits du gouvernement... L'arsenal existe déjà : CAP 2022, le plan destiné à dégraisser les services publics, le projet de réforme de l'audiovisuel, avec le rapprochement Radio-Télévision, et à la clé les suppressions d'emplois, au nom de la souplesse et de l'employabilité.

A Radio France de nombreux secteurs sont rendus exsangues par les suppressions de postes : direction d'Etablissement, Documentation, Technique, DPP...

2019 sera l'année de tous les combats ! Il faut se donner les moyens de les gagner car le rôle des salarié-es sera déterminant.

A Radio France, nous nous battons pour imposer :

- Un audiovisuel public indépendant, fort et de qualité.
- Des moyens financiers et humains à la hauteur pour faire vivre les radios de service public sur les ondes et sur les nouveaux moyens de diffusion numérique.
- Une vraie réduction de la précarité à Radio France par des créations d'emplois en CDI et non par la seule réduction des budgets CDD et CDDU.

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. » B. Brecht

Paris, le 18 Janvier 2019

SNRT-CGT de RADIO FRANCE ☎ 116, avenue Kennedy 75220 PARIS CEDEX 16 pièce 6H07

📖 01 56 40 22 21 📠 01 56 40 34 05 📧 e-mail : cgt@radiofrance.com

Site Internet : <http://www.cgt-radiofrance.org>